

12 décembre 2001

**Unifier la gauche dans un parti unitaire et pluriel
Agir dès maintenant pour le fonder au printemps**



Le projet de construction d'un parti unifié de la gauche a connu des hauts et des bas depuis quelques années mais les événements se précipitent depuis l'expérience de Mercier en avril dernier. L'« esprit de Mercier », malgré des soubresauts, tend cependant à s'enliser au fur et à mesure que le temps passe.

Cet enlèvement s'explique pour bien des raisons. Il y a d'abord une réévaluation à faire du bilan des grandes mobilisations de l'année dernière et une prise en compte de la nouvelle conjoncture de guerre et de crise. Mais il y a surtout une bonne compréhension à avoir des blocages structureaux tant au niveau de la gauche sociale que de la gauche politique. Cette compréhension conduit à élaborer une stratégie et une tactique de la construction du parti unitaire, pluriel et antinéo-libéral que l'on veut.

Un bilan sobrement positif des grands moments de l'an passé...

Les grands événements politiques de l'année dernière – de la Marche des femmes jusqu'au Sommet des Amériques en passant par l'élection de Mercier – ont été de grands moments de mobilisation et de succès électoral. Ils ont aussi été l'occasion de construire une structure diversifiée d'organisations anti-globalisation qui se sont maintenues, à un niveau moindre de mobilisation cependant, après le Sommet des Amériques.

Mais toutes ces mobilisations n'ont pas abouti en des gains socio-économiques et politiques. Le salaire minimum n'a été augmenté que de 10 ¢ l'heure, les chefs d'État ont confirmé l'adoption de la ZLÉA pour 2005 en plus d'adopter le principe d'une « charte démocratique », les dirigeants syndicaux n'ont tenu aucun compte de la déclaration anti-ZLÉA du Sommet des peuples... et une députée (néo)-libérale a été élue.

Après la Marche des femmes, l'échec de la mobilisation du 8 mars 2001 avait été prémonitoire. Il ne s'agissait pas de fatigue mais bien de démobilisation. La division du mouvement anti-globalisation québécois en quatre mouvances (RQIC, Table de convergence, Coalitions régionales incapables elles-mêmes de former une coalition nationale, CLAC-CASA) tant au niveau programmatique que tactique ont permis aux gouvernements fédéral et québécois de gagner la bataille de l'opinion publique en ce qui concerne l'usage abusif des moyens répressifs (gaz lacrymogène, balles de plastique) et aux responsables syndicaux de faire fi de la déclaration du Sommet des peuples.

À cet égard, ce fut le contraire de Gênes – qui réussit l'unité programmatique et tactique des opposants non-violents au néolibéralisme – et même moins que le Sommet de l'APEC de Vancouver en 1998. Quant à « l'esprit de Mercier », il avait été miné dès le départ par un mode de fonctionnement bureaucratique et sexiste que l'enthousiasme militant et les bons résultats électoraux avaient caché.

La rentrée de septembre se fit donc sur fond d'adrénaline militante qui contrastait avec un arrière-fond de démobilisation des troupes. Le squat de Montréal en fut le meilleur exemple. Une poignée de militantes et militants résolus organisèrent une action jamais vue au Québec depuis au moins 50 ans. Les autorités montréalaises, prises de court, firent des concessions. Mais les squatters restèrent isolés tant par rapport à leur voisinage que par rapport au mouvement social en général qui se contenta de sympathiser. Puis vint l'expulsion sans que personne ne réagisse. Cet affrontement reproduisait les divisions du Sommet des Amériques isolant le secteur le plus radical sans que les directions syndicales et même populaires en paient le prix.

Ce contraste se répercuta sur l'esprit de Mercier. Les militantes et militants ayant fait l'expérience de Mercier, tant les membres que les non-membres des partis y ayant participé, poussèrent pour un parti unifié, certaines et certains en formant des UFP locales. Mais l'élan ne fit pas boule de neige. Au retour des vacances, aucune UFP locale nouvelle ne s'ajouta aux trois déjà formées. Le comité de liaison, quant à lui, mit tous ses œufs dans le processus des élections partielles qu'il voulait faire suivre d'un colloque dont la nature restait à déterminer.

Ce choix tactique du comité de liaison impulsa davantage une dynamique de différenciation du RAP qu'une dynamique de fusion dans la ligne de « l'esprit de Mercier ». S'ensuivit une tension dans la direction du RAP qui provoqua de nouvelles hésitations par rapport à la construction de l'UFP. Heureusement, ces tergiversations incitèrent le groupe dirigeant de Mercier à se constituer sur le tard en UFP locale. Notons aussi un début de collaboration PDS, RAP et PCQ à Québec. Mais ces réactions unitaires ne furent pas suffisantes pour modifier la dynamique centrifuge du comité de liaison.

... sur fond de guerre et de crise

Survint le 11 septembre qui vint surprendre le mouvement social en l'état. En découla une remobilisation des couches militantes et de leurs franges immédiates : quelques milliers à Montréal, quelques centaines à Québec, où l'effet Sommet des Amériques reste le plus marqué au niveau organisationnel, et quelques dizaines dans l'Outaouais québécois. Ce fut le verre à moitié plein... ou à moitié vide : l'effet 11 septembre n'écrasa pas le mouvement social mais la hauteur des mobilisations était d'un ordre de grandeur de moins qu'il y a un an.

Coup sur coup, en novembre, l'impérialisme néolibéral remporte deux victoires stratégiques. La remise sur les rails à Doha de la ronde du millénaire de l'OMC, en retour de concessions sur la production de médicaments génériques contre le SIDA, efface son échec de Seattle face au mouvement anti-globalisation. Le régime taliban s'effondre en moins de deux reléguant dans l'ombre le drame humanitaire afghan et le scandale du bombardement d'un peuple au bout du rouleau.

Les manifestations retombent partout, du Pakistan aux États-Unis. Les ÉU en profitent pour élargir leurs menaces à d'autres pays, en particulier l'Iraq, clarifiant par là le caractère permanent de la « guerre contre le terrorisme ». Le terrorisme palestinien des damnés de la terre revient à l'avant-scène par rapport au terrorisme d'État impérialiste. Les ÉU en profitent pour en revenir à un appui sans fard à Israël qui a décidé de provoquer une guerre civile inter-palestinienne pour créer les pré-conditions d'une expulsion de masse.

Au Canada, comme aux États-Unis et dans l'Union européenne, les lois antiterroristes passent comme des lettres à la poste. Après avoir hésiter à ébranler le principe de l'habeas corpus (détention arbitraire de 72 heures, interrogatoire obligatoire sans accusation) et de la proportion de la peine (accusation de terrorisme pour des actes de désobéissance civile), le gouvernement fédéral profite des victoires de l'impérialisme pour passer à la vapeur toute une série de lois répressives qui présagent le passage d'un État démocratique bourgeois à un État policier qui criminalisera la dissidence.

La signature de l'entente sur la perméabilité des frontières canado-américaines inaugure l'instauration d'un périmètre de sécurité canado-américain qui renforcera la tendance ALÉNA d'ajustement des lois sociales et commerciales canadiennes sur celles des États-Unis. Elles sont bien loin les déclarations du Premier ministre sur l'autonomie du Canada en matière de politique d'immigration et de circulation des personnes. La conjonction du 11 septembre avec le déclenchement de la crise aura révélé le saut qualitatif de la dépendance canadienne envers les ÉU. D'économique, celle-ci devient politique. Il n'y aura plus désormais de politique cubaine canadienne en opposition à celle des ÉU.

Il faut prendre pleinement la mesure du retournement de la conjoncture que les premiers froids de l'hiver ne font que durcir. La riposte sociale s'en trouvera ralenti pour un temps. Quelques mois, une années ou deux, quelques années ? Difficile à dire. On pourrait plaider l'ambiguïté des victoires impérialistes de Doha et de l'Afghanistan pour prédire un nouveau retournement rapide.

Après tout, la conclusion de la nouvelle ronde de l'OMC est loin d'être dans le sac tellement les réticences des pays dépendants sont grandes et importante la rivalité ÉU-UE. De même l'après-Taliban n'est pas tout à fait celui que souhaitait l'impérialisme américain. Mais il faut se souvenir que tous ces gouvernements, y compris les plus pauvres, sont des gouvernements des classes dominantes locales et sont partis prenante au système de libre-échange. Après Doha et la chute des Talibans quel gouvernement peut ne pas se soumettre à l'impérialisme sans encourir ses bombardements ?

Ceci dit, le déploiement de la capacité destructrice et répressive de l'impérialisme est en même temps une réponse à et un aveu de l'affaiblissement qualitatif de son hégémonie, c'est-à-dire de sa capacité à construire un bloc politique néolibéral qui ait une base populaire au moins passive et résignée. Ce bloc, construit dans les années 80, avait commencé à s'effriter dans le milieu des années 90 pour entrer en crise après Seattle. Gênes marquait probablement le commencement de l'enracinement de cette riposte anti-globalisation tout au moins en Europe de l'Ouest et certainement en Italie comme le démontre la vitalité du mouvement anti-guerre italien jusqu'ici.

La guerre actuelle est donc une manifestation à la fois de puissance militaro-économique et d'impuissance politico-idéologique qui annonce des crises et des tournants brusques.

Les prolétariats organisés du Nord sont et seront durement touchés par la crise économique qui atteint ou menace l'ensemble des pays impérialistes pour la première fois depuis 25 ans. À court terme, on voit difficilement autre chose qu'un mouvement de repli de la part des grandes centrales syndicales du Nord d'autant plus qu'elles ne s'étaient pas ou peu liées au mouvement anti-globalisation. On pense ici à l'AFL-CIO états-unienne qui, après s'être collé au mouvement anti-globalisation, appuie maintenant la politique de guerre.

Se pourrait-il que les peuples des pays dépendants, surtout ceux de l'Amérique latine aux Indes, prennent la relève de ceux du Nord pour diriger le mouvement anti-guerre et anti-globalisation ? On en prendra la mesure au deuxième Forum social mondial de Porto Alegre.

C'est dans ce contexte de contre-attaque impérialiste, combiné à l'essoufflement des troupes militantes après l'effort de grandes mobilisations sans victoire du semestre précédent, que survint la défaite électorale crève-cœur des partielles du premier octobre. D'ailleurs ce renforcement électoral de la droite on le

constatera ensuite dans les résultats des élections australiennes et danoises et même, dans le centre économique et politique du Québec, de l'équipe Tremblay. Au cocktail de la réaction politico-économique s'ajoute désormais la réaction chauvine anti-Québec.

Ces mauvais résultats électoraux, cependant, s'ils ont comme cause immédiate une moindre mobilisation dans le contexte d'un virement brusque de conjoncture mondiale, ont des causes structurelles plus profondes.

La putréfaction du bloc nationaliste

Par rapport à la Marche des femmes, le PQ a fait oublier son pied de nez de 10 ¢ l'heure avec ses garderies à 5 \$. Qu'il ait failli puis renoncé à les remettre en question témoigne à la fois de la force latente du mouvement des femmes et des pressions de la logique néolibérale. Le PQ a ensuite bien tiré son épingle du jeu du Sommet des Amériques. En même temps qu'il contribuait à la répression et qu'il réaffirmait son parti-pris libre-échangiste, il y fut l'interlocuteur privilégié de la direction de l'Alliance sociale continentale et finit par se faire inviter au Forum parlementaire de Porto Alegre.

Le Premier ministre du Québec profita de l'été pour clarifier son option constitutionnelle : une Union confédérale à l'européenne. Il omet, cependant, de préciser qu'à deux joueurs cette association du pot de fer et du pot de terre en revient à pérenniser cette prison des peuples aborigènes, acadien et québécois tout comme des minorités nationales qu'est l'État canadien.

Quant à la stratégie pour arriver à... l'Union confédérale, elle s'enlise dans les chemins sans issue, sinon dangereux, d'un référendum sur des points d'impôts ou d'une citoyenneté québécoise quand ce n'est pas la tentation d'un recours aux tribunaux... fédéraux pour obtenir davantage de pouvoirs... administratifs par rapport à l'assurance-emploi. Si l'électorat québécois francophone hésite à choisir entre PQ et PLQ – choix entre Charybde et Scylla – il n'accorde plus aucune confiance au but stratégique du PQ car son parcours est trop semé d'abandons et de trahisons.

Bien sûr, le 11 septembre fut encore une fois l'occasion pour le Bloc et le PQ de réaffirmer leur pro-américanisme avec toutes les larmes de crocodiles à l'avenant. Ces aveux successifs même par rapport à leur option dite fondamentale auraient dû déculotter le bloc nationaliste PQ-Bloc-directions syndicales une fois pour toutes.

Mais le voilà qui profite de la contre-offensive bourgeoise et des faiblesses structurelles de la gauche pour plutôt passer lui-même à la contre-offensive en se proposant comme le grand rassembleur des courants indépendantistes. Que des représentants reconnus de la gauche se prêtent au jeu de cette farce en

acceptant le dialogue est révélateur d'un enlisement troublant du projet de rassemblement de la gauche politique.

Pourquoi ces hésitations à passer à l'acte fondateur d'une gauche unifiée ? Pourquoi avoir laissé passer le moment favorable de l'esprit de Mercier au printemps dernier bien que la conjoncture eut été alors des plus favorables ? À cause de fortes hésitations tant au sein de la gauche syndicale et de la gauche réformatrice que de la gauche radicale.

Pour un renforcement mutuel des gauches social et politique

Le déséquilibre organisationnel formidable au Québec entre la gauche sociale, en particulier la gauche syndicale, et la gauche politique a fait que la gauche sociale se représente elle-même politiquement, donc sans tension avec une gauche politique quasi inexistante.

Ce quasi-monopole de la représentation politique de gauche comporte cependant d'immenses inconvénients :

- les barrières et spécialisations sectorielles qui empêchent de construire une alternative politique par définition globale ;
- les limites de la représentativité statutaire sectorielle ce qui signifie le plus souvent un membership favorisant majoritairement un vote pour les partis néolibéraux ;
- la pesanteur des rapports de forces à court terme commandés par la dynamique des conventions collectives ou des luttes à court terme d'où tendanciellement une attitude politique « réaliste » propice au prétendue « néolibéralisme à visage humain ».

Il faut aussi souligner les pesanteurs financières. On connaît la dépendance des groupes communautaires qui les porte à presque toujours trouver un côté positif aux pires politiques péquistes et à se tenir à distance des partis de gauche en période électorale. On oublie peut-être l'épée de Damoclès de la remise en question de la perception obligatoire des cotisations syndicales qu'un virage radical pourrait remettre en question.

Ce quasi-monopole de la représentation et de relatifs grands moyens financiers et organisationnels induit une lourdeur bureaucratique qui porte au conservatisme, au corporatisme et au contrôle, même dans la gauche des mouvements sociaux.

Le remède à ce mal structurel inhérent est d'abord et avant tout de tout faire pour qu'existe *hic et nunc* une gauche politique unifiée de sorte qu'elle soit le plus crédible possible tant médiatiquement que par rapport à la gauche sociale. Très concrètement *hic et nunc* signifie avant les prochaines élections, donc au printemps prochain étant donné la possibilité d'élections durant l'automne 2002.

Laisser passer l'échéance électorale signifierait laisser la place à une autre dynamique électorale, une dynamique spontanément de division et de querelle et qui le serait encore plus étant donné la réalité de la loi électorale québécoise sur la reconnaissance et le financement des partis et la non-reconnaissance des coalitions. L'effet en serait de remettre aux Calendes grecques la dynamique d'un parti unitaire.

Avec la mise sur pied d'une gauche politique unitaire, la tâche d'éducation et de mobilisation de la gauche sociale en sera-t-elle d'autant plus facilitée qu'elle pourra s'appuyer sur une gauche politique la plus crédible possible dans la conjoncture du moment. De plus, la saine tension entre gauche politique et sociale sera un obstacle bienvenu, mais non suffisant il va sans dire, aux structurelles tendances bureaucratiques. Sans compter que la présence crédible d'une gauche politique dans le champ électorale ne peut qu'inciter le PQ aux concessions lors de luttes sectorielles, du moins dans un premier temps.

Retarder la fondation du parti unifié de la gauche sous prétexte que la masse critique de rassemblement de la gauche sociale n'a pas encore été atteinte – quelle est d'ailleurs cette masse critique ? – c'est tout simplement ne pas réaliser qu'une des conditions d'atteinte de cette masse critique est justement la fondation du parti unifié. Ne pas le fonder dès maintenant c'est se satisfaire du statu-quo soit parce que les directions de la gauche sociale ne veulent pas se voir contester leur monopole de fait de la représentativité politique, soit parce que l'on désire maintenir le confort relatif de sa secte. Mais c'est à coup sûr aller à l'encontre de la volonté clairement exprimée du peuple de gauche.

De cette conclusion découlent certaines conséquences sur la nature de cette gauche politique unifiée. Le mode d'adhésion au parti de gauche doit éviter toute formule de tentation de contrôle. L'adhésion en bloc de groupes sociaux, et même politiques, avec son corollaire de vote en bloc, ne facilite pas l'autonomisation de la gauche politique et encore moins sa démocratie interne. L'adhésion individuelle avec cotisation annuelle à l'avenant, sans préjudice au regroupement tendanciel des membres en son sein, est donc la formule à favoriser pour permettre le décollage d'un parti de gauche unifié.

Faut-il alors renoncer à tout lien organique entre gauche sociale et gauche politique alors que l'une et l'autre défendent à leur manière les intérêts du prolétariat, alors que la participation de la première est nécessaire au combat électorale et aux campagnes politiques de l'autre, alors que la participation de la deuxième l'est tout autant aux luttes sociales de l'autre ? Il s'agit plutôt d'optimiser un lien organique qui favorise tant la démocratie interne et l'autonomie que le développement en symbiose de l'une et de l'autre.

Ce lien est d'une part la création de sections ou clubs partidaires au sein des mouvements sociaux, en toute autonomie des structures normales, qui explique

la position du parti tout en y recrutant. D'autre part, il consiste en comités conjoints à tous les niveaux, décisionnels ou consultatifs, autour de campagnes ou dossiers communs en vue d'actions communes ou de prises de position communes.

Unifier une gauche plurielle

Depuis 20 ans, la « pensée unique » néolibérale a fait des ravages dans les mouvements sociaux et politiques. La faillite du prétendu « socialisme réel » a déconsidéré la référence au socialisme. Par contre, malgré une croissance économique modeste mais constante, inégalités, pauvreté, violence, guerre et détérioration de l'environnement n'ont eu de cesse. Faillite des alternatives au capitalisme d'une part et croissances des contradictions sociales et environnementales d'autre part ont favorisé l'émergence et le développement des mouvements sectoriels revendiquant certes un meilleur partage de la richesse mais dans le cadre de la pérennité du marché capitaliste.

Ce courant mondial s'est développé au Québec au sein d'une gauche au départ nationaliste dans sa majorité et fédéraliste-sectaire pour sa minorité. Cette faiblesse inhérente de la gauche québécoise eut tôt fait d'amener la gauche nationaliste, et de plus en plus les mouvements sociaux, à soutenir un parti néolibéral jusqu'à la moelle et de faire disparaître l'extrême gauche sectaire à quelques groupuscules près, laissant tout le champ politique au mouvement syndical et aux nouveaux mouvements sectoriels. La force de la « pensée unique » combiné aux limites inhérentes aux mouvements sociaux, dont on vient de parler, ont abouti dans le fond du baril de la capitulation/concertation des Sommets économiques.

Survint alors un début de remise en question du néolibéralisme mondial, particulièrement de l'ALÉNA, par les Zapatistes. Cela incita une poignée de survivants et survivantes de la gauche politique, du courant nationaliste jusqu'au courant trotskiste en passant par un courant social-démocrate ayant résisté à l'adaptation néolibérale sans compter des écologistes et des féministes, à se fusionner dans le NPD-Québec. Cette dynamique transforma ce parti en un Parti de la démocratie socialiste (PDS) indépendantiste et socialiste doté d'un programme anticapitaliste, féministe, écologiste et internationaliste. Ce premier rassemblement, cependant, resta modeste en nombre, en terme de performance électorale et en terme d'enracinement social. Le bloc nationaliste gardait son emprise sur la gauche.

Le néolibéralisme s'approfondissant avec le gouvernement Bouchard après le référendum de 1995, une autre vague de défection, plus nombreuse, se regroupa dans le Rassemblement pour une alternative politique (RAP). Ces militants et militantes provenant plutôt du mouvement social ou du PQ que de petits partis de gauche étaient cependant plus hésitants politiquement et

organisationnellement. Il leur fallut quelques années pour dépasser l'étape du mouvement de pression, se résigner à faire leur deuil du PQ et/ou de la possible humanisation du néolibéralisme pour finalement se transformer en parti politique.

Le programme du RAP est essentiellement axé sur la distribution de la richesse, certes non compatible avec le néolibéralisme, mais qui ne remet pas fondamentalement en cause la domination des transnationales, qui ne veulent pas partager, dans le cadre du marché capitaliste. Toutes ces contradictions, hésitations et tensions internes avaient fortement affaibli l'enthousiasme initial. Les quelques tentatives électorales, à l'exception de la candidature très particulière de Michel Chartrand, ne furent finalement pas plus concluantes que celles du PDS malgré une meilleure couverture médiatique et une plate-forme plus modérée.

L'échec relatif de ces tentatives d'unir la gauche, dans le contexte des grandes mobilisations de la Marche des femmes et du Sommet des Amériques, firent le lit de l'expérience de Mercier dans le but tout à la fois de faire une percée électorale et de créer une dynamique d'unification politique de la gauche. Mais les organisations participantes à Mercier, au lieu de saisir la balle au bond de « l'esprit de Mercier » pour amorcer un processus de fusion rapide, se satisfirent d'un projet de coalition légaliste parachutée d'en haut.

Alors les sans-parti participants, sans lieu de militance propre à eux, formèrent quelques UFP locales dont le but est la construction du nouveau parti par la base avec l'idée soit de fouetter les directions des organisations participantes soit de les contourner. Et plus le projet de fusion fait du sur place – l'annulation du colloque pour une date indéterminée en étant le symptôme le plus apparent – plus apparaissent des velléités de localisme hors UFP.

Le comité de liaison, comme lieu de direction politique du processus UFP, concentre toutes ces contradictions. Refusant de se concevoir comme un comité organisateur d'un congrès de fusion, le comité de liaison est devenu un lieu frustrant d'échange d'information et de tentative de décisions consensuelles. L'ajout et le flou des UFP locales ont de plus entraîné un problème de représentativité. Mais toutes les organisations participantes – sauf le Parti Vert qui a quitté parce que mal à l'aise avec le parti pris indépendantiste mais aussi pour lui trop anti-néolibéral de l'esprit de Mercier – malgré cette frustration et malgré les mauvais résultats des élections partielles, persistent malgré tout.

Cette persistance s'explique par la volonté des bases des organisations participantes, stimulées par l'esprit de Mercier, qui veulent l'unité organisationnelle de la gauche et plus généralement par le sentiment du peuple progressiste du Québec qui par maints sondages et par le score électoral impressionnant de Mercier a exprimé qu'il souhaite l'apparition d'un parti de gauche. D'ailleurs le système uninominal à un tour, qui déjà rend très difficile l'apparition électorale d'un nouveau parti, plaide pour un parti unitaire.

Comment sortir du cul-de-sac actuel ? Encore une fois il faut fonder le parti dans les plus brefs délais de sorte à être prêts pour les prochaines élections. Étant donné l'arbitraire antidémocratique du choix de la date et donc la nécessité de se ménager une marge, la fondation du parti unitaire doit se faire au printemps. Ce parti unitaire doit tenir compte à la fois du nombre restreint des militants et militantes de gauche et en même temps et de leur diversité politique que l'échec du « socialisme réel » et de la social-démocratie néolibéralisée a encore accentué mais qui leur a aussi fait comprendre de renoncer à leur sectarisme.

Des tendances qui unifient parce qu'elles démocratisent

La solution qui s'impose est un parti unitaire pluriel, c'est-à-dire multi-tendances. Chaque ancien parti ou tout autre groupe qui le désire pourrait s'y rassembler sur la base d'une orientation politique ou stratégique ou tactique particulière, se donner, si elle le désire, ses propres structures et publier ses propres positions dans ses propres organes. La démocratie requiert la transparence. Vaut donc mille fois mieux une tendance en plein jour que des réseaux de coulisse qui magouillent. Il ne s'agit donc pas de multiplier les tendances pour rien mais d'accepter qu'apparaisse publiquement la diversité réellement existante de la gauche québécoise mais dans le cadre unitaire que souhaite ardemment le peuple de gauche.

Pour que le cadre unitaire ne soit pas factice, il faut bien sûr que tous et toutes adhèrent et défendent la plate-forme du parti unitaire, ce qui suppose qu'elle soit construite démocratiquement sur un mode participatif et non seulement par un groupe restreint, dusse-t-il être l'exécutif, puis estampillée par un congrès. L'unité suppose aussi que chacun et chacune respectent les statuts du parti unitaire et participe à son organisation. Une tendance n'est pas un parti dans le parti mais bien un courant qui construit le parti. Mais participer à plein au parti suppose que toutes les tendances, même les plus minoritaires, aient leur place en proportion dans les instances électives de bas en haut.

Un parti unitaire n'est donc pas à proprement parler un parti fédéré c'est-à-dire un parti de partis qui reproduit en son sein une logique de coalition. Dans un parti fédéré étroitement défini, comme dans une coalition, il faudrait se diviser les comités tout comme les dépenses et redevances électorales sans compter la nécessité pour chaque parti fédéré de maintenir son statut légal en même temps qu'il faudrait maintenir celui du parti qui fédère. C'est là un subterfuge pour ne pas choisir entre parti et coalition qui à la fin crée la quadrature du cercle et le chaos interne. Même avec une loi électorale favorable se serait un mauvais choix. La dynamique des partis fédérés l'emporterait au bout du compte sur la fédération de partis. Or c'est l'unité formelle mais aussi réelle que veut le prolétariat québécois.

Dans un parti politique, de plus, une tendance est par définition politique et non pas sectorielle. Tout comme les individus sont individuellement et volontairement membres du parti unitaire, ils le seraient aussi d'une tendance qui, par contre, par rapport au parti pourrait être moins permanente. Admettre l'adhésion en bloc de secteurs définis par l'appartenance à une même organisation sociale, avec son corollaire de vote en bloc, créerait au contraire la confusion politique, puisqu'elle rassemblerait en son sein plusieurs sensibilités et même tendances politiques. Par contre, comme déjà mentionné, la création de sections ou clubs au sein des organisations sociales donnerait au parti unitaire à la fois un enracinement social et un lieu de débat à la base, ces sections étant par définition multi-tendances.

Somme toute, la structure du parti serait démocratique de bas en haut avec une base à la fois territoriale et sectorielle et des instances élues multi-tendances à tous les niveaux.

Mais quelle serait la plate-forme rassembleuse du parti unifié ? Étant donné que le parti rassemblerait plusieurs un vaste kaléidoscope de sensibilités et tendances politiques, on doit concevoir sa plate-forme comme rassembleuse c'est-à-dire riche de toutes les traditions qui ont fusionné sans tomber dans le piège du plus petit dénominateur commun d'un ramassis de vœux pieux et de généralités principielles. Au début tout au moins, sans tradition propre au parti unitaire, il ne faudrait pas ambitionner plus qu'une plate-forme brève mais qui colle aux aspirations ouvrières et populaires. Quelle devrait être l'orientation de cette plate-forme ?

L'oppression nationale, une question centrale

Depuis l'expérience du Parti Ouvrier du début du siècle passé sous le leadership d'Albert St-Martin, aujourd'hui bien oubliée, le Québec n'a pas connu de parti de gauche quelque peu de masse dont la majorité eut été francophone. La nation québécoise, au sein du monde impérialiste, partage cette caractéristique avec l'Irlande et les États-Unis. Si le chauvinisme planétaire et le racisme rendent compte de ce phénomène aux États-Unis, il s'explique plutôt en Irlande et au Québec par une forte oppression nationale passée et présente. Il ne faut pas se cacher que c'est là l'échec stratégique majeur, et de loin, de la gauche québécoise du siècle dernier.

Ce boulet au pied mine la confiance en soi du prolétariat québécois tout en le privant de précieuses références historiques pour se doter d'un parti qui représente politiquement ses intérêts même déformés par la pesanteur de l'idéologie bourgeoise. L'absence de ce point d'ancrage aura fait le lit de la soumission ouvrière à différents courants bourgeois durant le siècle passé dont le nationalisme populiste du PQ et du Bloc des 30 dernières années est le dernier en date.

La plupart des courants minoritaires qui réagirent à cette hégémonie, de la gauche social-démocrate à l'extrême gauche, confondirent le rejet du nationalisme avec celui de la lutte contre l'oppression nationale qui était pourtant la source du mal. Le résultat pitoyable en fut de laisser le champ libre à la construction du bloc nationaliste. Comment expliquer ce point aveugle des uns et des autres, gauche nationaliste et gauche fédéraliste, sinon par le refus – inconscient le plus souvent – d'assumer la direction de la libération de son propre peuple, refus enraciné dans la dévalorisation de soi comme peuple mais surtout et avant tout comme classe.

Si en effet depuis une ou deux générations le peuple québécois a pris pleinement conscience de sa réalité nationale, mais d'une façon très inégale selon les générations, le prolétariat en son sein, ne bénéficiant pas d'une tradition même travailliste comme par exemple en Écosse, n'a pas accompli sa propre libération comme classe en se dotant de son propre parti avec, bien sûr, son propre projet de société. C'est tout là la malédiction du prolétariat québécois, malédiction qui se répercute sur tout le peuple du Québec.

Le pourrissement du projet péquiste-bloquiste, complètement inféodé à l'impérialiste libre-échangiste, vide de tout contenu et réduit à la caricature la revendication fondamentale de la lutte nationale pour se libérer de cette prison des peuples qu'est l'État canadien : l'indépendance du Québec.

Des manifestations de ce recul sont la résurgence du nationalisme ethnique style « Québécois de souche » et, par réaction, le désintérêt de la jeunesse, en particulier de la jeunesse anti-globalisation, et jusqu'à un certain point des exclues, par rapport à la question nationale. Parfois ce désintérêt va jusqu'au rejet de la réalité de l'oppression nationale, en accord d'ailleurs avec tant les fédéralistes que les nationalistes pour qui n'existent que des différences nationales, et même de l'existence de la nation québécoise.

Ce rejet ne relève pas cependant uniquement d'une dynamique québécoise mais d'une dynamique propre au mouvement anti-globalisation où l'amalgame est souvent fait entre nation et ethnie et où les rapports sociaux sont trop souvent réduits au conflit mondial OMC/FMI/ÉU/multinationales versus le kaléidoscope du nous global avec accent sur les pauvres. Ce réductionnisme n'est d'ailleurs pas étranger au fait que le mouvement anti-globalisation s'enracine dans les États-nations impérialistes (et quelque peu d'Amérique du Sud), en particulier dans les États-nations anglo-saxons, où la question nationale est « réglée » (sauf pour les nations autochtones pour lesquelles on fait une exception).

L'État est-il dépassé ?

Cette cause géographique, si l'on peut dire, s'imbrique avec l'échec stalinien et maoïste de la « construction du socialisme dans un seul pays » et les illusions créées par la mondialisation des moyens de communication qui paraît effacer les différences nationales alors, qu'en fait, elle les révèle exacerbées en plus par la croissance des inégalités.

À son tour les échecs du prétendu « socialisme national réellement existant » renvoie à l'oppression non-réglée des femmes (forte double journée de travail, discrimination salariale, services publics déficients), aux catastrophes écologiques (utilisation du charbon, fort ratio énergie/PIB, déchets nucléaires non protégés, grave problème de l'eau) et à leur subordination mécanique à la « question de classe ».

Cet ensemble de causes a aussi déterminé la marginalisation de l'État comme outil du changement social et donc de la pertinence de la conquête du pouvoir, donc des partis politiques comme outils de cette conquête. Pour la majorité du mouvement anti-globalisation, l'État ne peut être qu'une machine bureaucratique au service des classes dominantes. Pour cette majorité, l'État est bureaucratique-capitaliste (ou super-bureaucratique) ou il n'est pas.

D'où toute l'importance donnée dans le mouvement anti-globalisation à la démocratie, à la question des femmes et à l'écologie. D'où aussi la popularité de l'anarchisme chez la jeunesse anti-globalisation. Il n'y aurait pas, selon elle, de transition possible d'un État qui s'éteint comme le prétendent les marxistes, ce qui effectivement ne s'est jamais produit historiquement.

Voilà autant de raisons pour prendre à bras le corps la création d'un parti de gauche qui soit indépendantiste dans un esprit internationaliste, socialiste, féministe, écologiste et dont le fonctionnement interne, tout comme la plateforme, soient radicalement démocratiques.

D'un côté renoncer à l'indépendance pour plaire à une grande partie du mouvement anti-globalisation (et des mouvements écologiste et de solidarité internationale où se retrouve une bonne partie de la gauche anglo-qubécoise) serait capituler devant l'oppression nationale du peuple québécois tout en se coupant de la majorité du prolétariat francophone de gauche. Par contre, il y a nécessité de comprendre la question de l'indépendance comme anti-néolibéral en la liant avec un projet de société de gauche ce qui permettrait de mettre en branle une puissante synergie libération sociale/libération nationale que souligne le fait qu'encore 40% du peuple québécois voterait « oui » à un référendum.

L'essentielle démocratie participative

S'il faut être à l'écoute du mouvement anti-globalisation et du mouvement des femmes c'est bien à propos de la nécessité d'une radicalisation de la démocratie

tant au niveau de la plate-forme que du fonctionnement interne. Le budget participatif de Porto Alegre doit être ici la source d'inspiration. Ce processus indique comment il est possible pour un parti de gauche (plus précisément une coalition des tendances de gauche du PT), dans un pays du Tiers Monde et dans une situation non-révolutionnaire, de quand même conquérir un petit morceau d'État et de commencer à éteindre ce morceau d'État pour laisser se développer, sur la base de l'activité des organisations populaires dans lesquelles les femmes jouent un grand rôle et où œuvrent les militantes et les militants du parti, une authentique démocratie participative capable de prendre en mains le budget d'une grande ville, presque aussi grande que Montréal, et de plus en plus d'une province brésilienne plus peuplée que le Québec.

Ce formidable exemple, peut cependant être soit détruit soit récupéré (les gens d'affaire aiment un tel gouvernement exempt de corruption) tant que l'État brésilien, qui possède l'ultime force nationale de répression, reste néolibéral, et surtout tant que l'impérialisme guerrier impose ses exigences. La gauche politique au Québec, tout en s'inspirant de Porto Alegre, a aussi à soutenir cette capitale mondiale du mouvement anti-globalisation en se construisant comme une force politique qui compte. Le processus du budget participatif nous indique une revendication essentielle de notre plate-forme mais surtout comment construire notre parti y compris comment élaborer sa plate-forme en symbiose avec le mouvement social.

Finalement, apprendre du mouvement anti-globalisation c'est faire une question prioritaire de la question écologique et dorénavant de la question de la paix. Les questions des pratiques agricoles et de la nourriture, centrales au mouvement anti-globalisation surtout au Brésil et en France et qui commencent à l'être aussi au Québec avec l'Union Paysanne, conjuguées à celle omniprésente du pétrole (efficacité énergétique, transport public et dorénavant enjeu économique majeure de la guerre impérialiste) font que de l'écologie et de la paix des piliers d'une plate-forme de gauche.

L'axe commun du rejet du libre-échange

Il va sans dire que ce qui unit fondamentalement le mouvement anti-globalisation et la gauche politique c'est d'abord et avant tout leur rejet commun du libre-échange incarné dans l'OMC/ALÉNA/ZLÉA dont découlent les politiques néolibérales de la libéralisation des flux de capitaux, de coupures/privatisation des services publics, de déréglementation du marché du travail et de la protection environnementale et dorénavant de guerre/répression. Gauche politique et mouvement anti-globalisation ne peuvent que s'entendre sur la nécessité de minimalement rejeter l'ALÉNA, de taxer les flux de capitaux, d'abolir les paradis fiscaux, d'annuler la dette publique au moins du Tiers Monde, de réinvestir massivement et immédiatement dans les politiques sociales et environnementales tant au Québec qu'ailleurs dans le monde.

Reste à convaincre la jeunesse antiglobalisation que le chemin stratégique pour y arriver passe d'abord et avant tout par la conquête de l'État bureaucratique-capitaliste qu'il faut immédiatement commencer à détruire à la Porto Alegre une fois conquis. Cette conquête suppose un encerclement du système hiérarchique de ces États en visant principalement sa tête impérialiste.

Cet encerclement doit certes se faire en attaquant sa coordination mondiale s'incarnant dans les institutions de Bretton Woods, le Conseil de sécurité des Nations Unies et les alliances militaires dont l'OTAN est la principale. On ne saurait non plus faire l'économie des multiples luttes sociales sectorielles et nationales contre les effets des politiques néolibérales dont les guerres contre les peuples du tiers monde et les politiques répressives contre les classes ouvrières sont les dernières en date.

Mais on raterait la cible si on négligeait l'enjeu du pouvoir d'État car ce sont bien les États, en premier lieu les États impérialistes, qui contrôlent les institutions internationales et votent/appliquent les politiques néolibérales. Les États, aux différents niveaux de la hiérarchie impérialiste plus différenciée que jamais, sont et demeurent les quartiers généraux de la bourgeoisie dont le libre-échange est tout à fait compatible avec un militaro-keynésianisme résurgent. À la force de ses moyens budgétaires/monétaires et législatifs/réglementaires qui ne se sont jamais démentis si ce n'est qu'ils ont mué de l'État providence en État néolibéral, s'ajoute désormais l'utilisation brutale de ses moyens guerriers et répressifs.

En avant toute !

Ce sont toutes ces considérations qui motivent la récente proposition du PDS à toutes les composantes de l'UFP

Durant les mois de novembre et décembre, la fondation de l'UFP-Mercier par une assemblée où assistaient 60 personnes, une déclaration commune du PCQ, du PDS et du RAP de Québec à propos de la loi C-36 et surtout le congrès spécial du RAP se déclarant favorable à un « parti fédéré » avec dissolution juridique des composantes partidaires s'y joignant semblent relancer le processus de la fondation du parti unifié multi-tendances de la gauche d'ici quelques mois.

Le PDS, quant à lui, est fort actif dans la construction de plusieurs UFP locales dont celles de Gouin, de Mercier et de l'Outaouais tout comme dans le comité de liaison réunissant les représentantes et représentants des trois partis, du Conseil central de Montréal (CSN) et des UFP locales. Il s'agit pour le PDS de construire l'UFP en haut comme en bas pour aboutir à un parti radicalement démocratique reflétant réellement les intérêts populaires.

Ces activités du PDS sont conformes aux résolutions de son congrès de la fin octobre 2001 :

« ...la fusion des partis de gauche en un parti démocratique, fédéré et multi-tendanciel... avant les prochaines élections générales... [avec des] sections à l'intérieur des syndicats et des groupes sociaux... [dont sont membres] les personnes qui y adhèrent volontairement... [qui se construit prioritairement par] l'unité à la base dans les régions... [en insistant] sur les fondements démocratiques dont la place des femmes... [sur la base d']un processus de plate-forme participative. »

Les résolutions du congrès ont d'ailleurs été précisées par l'exécutif du PDS, mandaté expressément par le congrès à cet effet, dans la déclaration suivante :

1. *Le PDS appelle à former l'UFP comme un parti unitaire de gauche qui soit fédéré, démocratique et multi-tendances.*
2. *Le PDS appelle à un congrès de fondation de l'UFP qui aurait lieu au plus tard en juin 2002.*
3. *Le PDS appelle à la formation immédiate d'UFP locales et favorise une tournée nationale pour aider à leur formation.*
4. *Le PDS appelle à une rencontre le plus tôt possible des femmes et des jeunes intéressé(e)s par l'UFP.*
5. *Le PDS appelle à un processus participatif de construction de la plate-forme de l'UFP.*
6. *Le PDS invite les militantes et les militants des organisations sociales à former des sections UFP en leur sein.*
7. *Le PDS invite toutes les composantes de l'UFP à une rencontre de leurs exécutifs à tous les niveaux, du local au national.*

Pour rendre opérationnel ce plan stratégique, le PDS a fait la proposition suivante à toutes les composantes de l'UFP :

- I. *Au Comité de liaison, les votes seront enregistrés et seront indicatifs. Les partis PCQ, PDS et RAP ont 3 votes chacun et les UFP locales 2 votes chacun.*
- II. *Le Comité de liaison se donne quatre tâches :*
 - i. *Organiser un congrès de fondation du parti unitaire multi-tendances en mai ou juin 2002 en vue d'être prêt pour les prochaines élections générales ;*
 - ii. *Organiser un processus démocratique participatif d'élaboration d'un projet minimal de statuts de ce parti pour le congrès de fondation ;*

- iii. Organiser un processus démocratique participatif d'élaboration d'un projet de plate-forme minimal qui soit antinéolibéral, indépendantiste, féministe, écologiste et internationaliste.*
- iv. Faire une campagne nationale d'organisation d'UFP locales.*

Marc Bonhomme, 12 décembre 2001